

Raphaël Ménard

« Comme en peinture, l'architecture se bonifie souvent avec le repentir »

propos recueillis par Romane Mugnier

Avant de poser à des experts quelques questions, la rédaction de POST a discuté avec Raphaël Ménard, architecte et ingénieur, président du directoire d'AREP. L'occasion de prendre de la hauteur, d'ébaucher une brève histoire des pratiques des architectes et des urbanistes face aux alertes environnementales – bien plus médiatisées à partir des années 1950, mais aussi de projeter la profession dans des scénarios souhaitables.



Modernisation de la gare de Saint-Michel Notre Dame, 2023

On l'a évoqué plus haut dans la revue (voir *Brève histoire des alertes scientifiques et environnementales*, p. 28), une certaine prise de conscience de la crise environnementale trouve ses origines très tôt dans le monde savant, jusqu'à culminer dans les années 1970 avec le Rapport Meadows. Qu'en est-il du côté des pratiques des architectes et des urbanistes ?

Comment ont-elles évolué ?

C'est davantage un « chapelet de prises de conscience » qu'une « révélation soudaine » de la criticité et de la multiplicité des crises environnementales. Chez les architectes et les urbanistes, l'histoire récente retient un bon nombre de pionniers. Entre les années 1950 et 1970, de la publication du *Printemps silencieux* de Rachel Carson au roman *Ecotopia* d'Ernest Callenbach, des architectes avaient amorcé d'autres pratiques « *on the wild side* » : Steve Baer dans l'Ouest américain avec ses zones (nouvelle forme de dôme, ndlr), la rédaction collective du « Whole Earth Catalogue », ce manuel « *do it yourself* » en anticipation des crises à venir. Dans son *Go West!*, l'architecte et historienne de l'art Caroline Maniaque raconte bien cette histoire de la contre-culture.

Pour simplifier, malgré cette épopée, l'« architecture mainstream » s'est mise dans la roue du contre-choc pétrolier des années 1980, et a vu déferler étalement urbain, quartiers de tours, gigantisme, jusqu'au bling-bling architectural. À savoir, une architecture et un urbanisme sans limites, dans leur extension spatiale, comme leur consumma-

tion de ressources. À la fin des années 1980, suite au rapport Brundtland inventant le « développement durable », l'introduction du HQE (la certification Haute qualité environnementale) a engendré quelques avancées au tournant des années 2000, avec parfois une approche trop technique dans la façon de faire projet, avec son jargon, ses référentiels, son catéchisme technique, ne permettant pas une adhésion complète de l'ensemble des acteurs. Il est certain que le mouvement s'est accéléré avec l'Accord de Paris de 2015, l'ambition collective du « net zero » à horizon 2050, traduite maintenant par une « pesée carbone » de certains projets et des stratégies urbaines (comme « Paris change d'ère » ou nos travaux chez AREP comme pour « Luxembourg en transition »). Il y a encore beaucoup de pédagogie à faire, mais ce « déploiement carbone » progresse.

Autre brique encore à cette prise de conscience : l'adaptation amplifiée par le constat de la vitesse du réchauffement climatique et des effets majeurs d'un monde qui n'est « qu'à » +1.2°C depuis 2020. Nous n'en sommes qu'au balbutiement d'une prise en compte systémique de ces enjeux, malgré le *buzzword* de la résilience... Et pour finir, l'effondrement de la biodiversité. Au-delà de cette prise de conscience effrayante, trop peu de confrères s'en saisissent et pourraient par exemple s'inspirer du très beau travail de recherche et de projets de l'agence Chartier-Dalix.

Est-il possible de moderniser tous nos bâtiments français

anciens pour qu'ils absorbent les enjeux post-carbone, sans perdre une partie de notre patrimoine ?

Je crois d'abord que l'idée du patrimoine n'est pas celle de l'« ancien plongé dans le formol », d'une perfection figée pour la nuit des temps. Le déjà-là est très rarement dans son jus originel. Le patrimoine que nous connaissons a déjà subi une multitude de transformations ; les grandes gares de la fin du XIX^e ont subi par exemple une grande diversité d'évolution afin de s'adapter aux usages.

Comme en peinture, l'architecture se bonifie souvent avec le repentir. Et puis comme disait l'architecte Auguste Perret, « l'architecture, c'est ce qui fait de belles ruines ». Donc il faut aussi laisser faire la patine du temps, saluer les qualités émotionnelles et esthétiques de l'entropie, comme pour le bon vin ! Il est vrai que le rythme s'accélère : avec l'injonction post-carbone, le patrimoine est soumis à un stress de mutation particulier. Comme dans l'histoire naturelle, le stock construit est sujet à une tension colossale, j'appelle ça « l'adaptation esthétique ». Sur le volet atténuation (et plus généralement de la rénovation thermique), cela mérite évidemment du discernement, du cas par cas, selon les usages, les climats... Je milite dans le débat public pour un nouveau regard sur les toits, de leur nécessaire mue, et tout particulièrement pour davantage protéger les habitants et les villes des risques caniculaires.

Il ne s'agit de ripoliner tout en blanc comme dans un village grec, mais de faire évoluer subtilement l'albédo moyen de nos toitures

« Ces dernières années, une multitude de signaux positifs ont émergé, en faveur de la sobriété et de la réparation post-carbone. »

anciennes. Cette délicatesse, ce soin réclame évidemment du temps pour convaincre, étudier, construire avec les bons corps de métiers et donc des moyens plus élevés qu'une approche générique, et parfois brutale, d'une isolation par l'extérieur des colombages alsaciens par exemple.

Flambée du prix des matériaux et des terrains et hausse des taux d'intérêt obligent, la construction de maisons individuelles aurait reculé d'un tiers en 2022, s'inquiétait ce printemps 2023 la Fédération française du bâtiment.

Pour réduire l'artificialisation des sols, faut-il interdire les maisons individuelles, ou plutôt mettre un terme à la construction neuve et se concentrer sur la rénovation ?

À titre personnel, je serais en faveur d'un tel moratoire, mais c'est sans doute une réponse facile d'un habitant parisien... Il y a d'abord une pédagogie collective à amplifier. Je pense au documentaire diffusé il y a quelques mois sur France 5, «Le rêve pavillonnaire, les dessous d'un modèle» démontant la dynamique à l'œuvre depuis les années 1950, illustrant le cauchemar des occupants et la «prison mobilière» de ces lieux. Cette décolonisation des imaginaires, c'est celle aussi de l'hubris des architectes et des maîtres d'ouvrage, de futurs propriétaires souhaitant laisser leur marque, construire «leur» maison pour aménager «leur» jardin...

Alors que certains continuent de vouloir faire tourner la toupie à béton et prétexter le manque de logement, je les invite à (re)lire *La ville stationnaire* de Philippe Bihouix, Sophie Jeantet et Clémence de Selva qui rappelle en quelques pages très efficaces le gisement de la sous-occupation des logements. Et pour revenir à cette idée de

l'interdiction, nul doute qu'elle serait aisément détournée, en prétextant la création de deux logements dans une maison unique. Je pousserais davantage en faveur d'un crédit d'impôt incitant les propriétaires fonciers, publics et privés, à la désartificialisation.

Quels leviers seraient nécessaires pour que nos habitudes et nos aspirations en termes de logement et d'architecture, rejoignent les enjeux environnementaux et sociaux ?

Cela passe d'abord par la sobriété et l'intensité des usages. Dans un article publié sur le site *The Conversation*, «Petits pays renouvelables», je pouvais à l'innovation fiscale, avec un principe de bonus-malus récompensant (ou non) les emprises résidentielles individuelles. Cette «force de rappel» permettrait d'utiliser moins de ressources, moins d'énergie, moins d'émissions et hiérarchiserait aussi les priorités de transformation post-carbone vers les lieux et les espaces les plus intensément utilisés.

Dans le champ politique et des luttes, je constate aussi que les mouvements qui luttaient contre le nucléaire, contre la chasse à la baleine, etc. des années 1970-1980, se portent aujourd'hui davantage sur des luttes ayant trait à l'usage et au mode d'occupation des sols (les ZAD par exemple), par le blocage des cimenteries (Extinction Rebellion), ou encore Dernière rénovation, avec des actions radicales visant à alerter sur l'urgence de mue du bâti. L'architecture et l'urbanisme n'ont jamais été autant politiques. Et dans un registre plus opérationnel, je pense aussi au travail d'acculturation et de pédagogie produit par le récent plaidoyer de l'Ordre des architectes. Notons enfin, l'initiative du ministère de la Culture (programme

RESEDA), palmarès national récompensant les projets sobres et vertueux des étudiants en architecture.

Selon vous, les urbanistes, les architectes et autres acteurs du bâtiment et de la construction, sauront-ils être moteurs d'une sorte de sobriété architecturale ?

De gré ou de force, ils le seront... C'est la transposition des limites dans la discipline architecturale. Comme les hydrocarbures, l'architecture connaîtra aussi son «pic». Beaucoup de confrères y sont très bien préparés. Je pense par exemple à la très belle interview de Philippe Prost dans *Le Moniteur*¹. Les règlements mutent également, Paris vante son futur PLU bioclimatique comme un PLU de transformation et non de construction.

Ces dernières années, une multitude de signaux positifs ont émergé, en faveur de la sobriété et de la réparation post-carbone: les Pritzker à Lacaton et Vassal, à Kéré... Certes, il y a encore quelques soubresauts de la Modernité avec celui récemment accordé à Chipperfield ou le dernier palmarès de l'Équerre d'Argent, mais le mouvement est en route. En tout cas, l'air du moment est très stimulant, avec beaucoup de confrères explorant une autre modernité, la transformation savante de pierres, de terres, de fibres végétales, de réemploi.

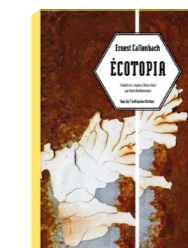
Mais pour amplifier le phénomène, il faut assurément un autre cadre, revoir complètement les modèles économiques. Des honoraires non corrélés au volume de travaux, mais récompensant l'usage et les vertus environnementales et sociales. Nous ébauchons cette transformation du modèle chez AREP, auprès de l'un de nos maîtres d'ouvrage, la SNCF,

par un contrat comprenant par exemple des clauses de bonus-malus sur l'empreinte carbone des projets que nous concevons. Mais pour amplifier et avancer au bon rythme, il faudra assurément un nouveau cadre par l'État (et par l'Europe) pour rendre nos architectures sobres et nos territoires soutenable.

1. Philippe Prost, «Adapter, modifier, on sait faire!», architecte, *Le Moniteur*, 27 janvier 2023



More Sun Spots, Steve Baer, Baer Books, 2012, 382 pages



Ecotopia, Ernest Callenbach, traduit de l'anglais par Brice Matthieussent, Harmonia Mundi Livre, 2018, 304 pages